

## **« loi Travail », On est tous et toutes concerné-e-s !**

Le 24 mars, le conseil des ministres devait examiner le projet de loi présenté par la Ministre du Travail.

**Ce jour là, SUD EDUCATION appelle à la grève et à une action avec les étudiant-e-s.**

**L'opération de communication du gouvernement sur les quelques « concessions » annoncées ne change rien sur le fond de sa logique libérale : ce texte constitue une attaque sans précédent contre le Code du travail et la protection, acquise durant un siècle de luttes sociales, qu'il offre aux salarié-e-s ! Il s'agit, entre autres, de rendre les licenciements plus faciles, d'augmenter la précarité, d'inverser la hiérarchie des normes, de détruire les conventions collectives, ou d'autres règles de droit, au profit des accords d'entreprise détruisant l'égalité de traitement des salarié-es, d'étendre les forfaits jours, etc.**

Ce projet « loi travail » est particulièrement préjudiciable pour les femmes. Le temps de travail est le premier facteur discriminant entre les femmes et les hommes aujourd'hui. Les postes à responsabilité sont inaccessibles à la majorité des femmes en raison du temps de travail élevé exigé par les employeurs (en moyenne 44h30/semaine). Au contraire les temps partiels occupés à 80% par des femmes sont synonymes de salaires partiels, d'une protection sociale partielle, d'une retraite partielle ! En attaquant leur temps de travail ce projet va augmenter leur précarité.

### **Public/privé : même combat !**

La prétendue « réforme » du Code du travail concerne aussi les fonctionnaires et personnels contractuels de droit public :

- certaines parties du code du travail s'appliquent directement à la fonction publique (règles d'hygiène et sécurité notamment),
- lorsque les règles de la fonction publique n'abordent pas certaines questions, c'est le code du travail qui est appliqué,
- de nombreux « responsables » politiques se sont fait une spécialité de revendiquer l'alignement des conditions de travail et de départ en retraite du secteur public sur le privé, au prétexte d'une « égalité » qui se résume à une dégradation généralisée !

Accepter cette dégradation des droits, ce serait s'exposer par avance à de futures attaques sur nos conditions de travail, au prétexte de cette « égalité » avec le secteur privé ! D'ailleurs l'éducation est déjà soumise à une même politique de libéralisation qui a pour conséquence l'augmentation de la charge de travail des personnels (rythme scolaire), l'installation de pouvoirs locaux et d'une hiérarchie avec toujours plus de pouvoir (autonomie des établissements, réforme des collèges, nouveaux statuts), et une austérité qui dégrade toujours plus le service public d'éducation.

**Nous ne pouvons pas accepter non plus la réponse policière et violente que le gouvernement oppose aux revendications des jeunes, notamment à Strasbourg, le jeudi 17 mars, après la manifestation étudiante et lycéenne.**



**Avec les organisations SOLIDAIRES, CGT, FO, FSU,  
SUD éducation Alsace appelle à la grève le 31 mars**

**Manifestation à 14h, place Kléber à Strasbourg**

**Il n'y a rien à négocier, rien à aménager !**

**Non à la « Loi Travail », ni amendable, ni négociable !**

**Retrait du projet !**